



Lettre ouverte

Face à la dégradation en cours des politiques culturelles à destination des festivals, appel urgent à la concertation et à l'action

À l'attention de :

Madame la ministre de la Culture,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Présidentes et
Présidents de Régions, Départements,
Métropoles et Intercommunalités,
Mesdames et Messieurs les Maires

Paris, le 26 juin 2026

Depuis plusieurs mois, les acteurs de l'écosystème culturel français, et en particulier les festivals, constatent avec une inquiétude croissante la multiplication des diminutions – voire des suppressions – de financements publics de la part de l'État et des collectivités territoriales.

Cette tendance, qui risque de s'aggraver pour l'année 2027, intervient dans un contexte paradoxal où les festivals n'ont jamais été aussi fréquentés, reconnus et indispensables à la vie culturelle, économique et sociale de notre pays.

Un constat alarmant, alors même que l'utilité des festivals n'est plus à démontrer. Ils constituent des acteurs essentiels de l'accès à la culture pour tous les publics, du soutien à la création et à la diffusion des œuvres, de l'attractivité et de l'aménagement des territoires, de l'emploi culturel, de la cohésion sociale, mais aussi de l'innovation et des transitions environnementales et sociétales.

Pourtant, partout en France, les soutiens publics reculent et cette situation dépasse largement la seule question budgétaire.

France Festivals
Fédération nationale des festivals de musique et du spectacle vivant
Hôtel de Massa - 38 rue du Faubourg Saint-Jacques - 75014 Paris

contact@francefestivals.com

+33 6 02 10 51 83

Elle interroge la cohérence, les orientations actuelles et la pérennité des politiques culturelles publiques ainsi que la liberté de programmation.

Des décisions tardives et opaques

Ce qui préoccupe particulièrement les professionnels, au-delà de l'ampleur des baisses, c'est l'absence de lisibilité et le retard de notifications qui l'accompagnent. Les réductions de financements varient fortement d'une DRAC à l'autre, d'une collectivité à l'autre, et d'une structure à l'autre. Certains festivals voient leurs financements légèrement diminuer, quand d'autres subissent des réductions de 20 %, 30 %, voire 50 %, ou la disparition pure et simple de leurs soutiens. Ces écarts majeurs apparaissent souvent sans critères clairement identifiés, sans évaluation de leurs effets et sans concertation avec les acteurs concernés, rendant difficile la compréhension de ces décisions.

De lourdes conséquences immédiates

Les témoignages des organisateurs de festivals sont sans appel : face à cette instabilité financière, de nombreuses structures annoncent déjà pour 2026 et 2027 :

- Une réduction de leur programmation artistique, avec des projets annulés ou reportés *sine die*
- Des licenciements et suppressions de postes, notamment parmi les équipes permanentes
- Un non-renouvellement des départs, entraînant une perte de compétences et une précarisation accrue des professionnels du secteur
- Des réductions des actions culturelles et territoriales
- Des équilibres financiers souvent impossibles à tenir

Ces mesures auront des répercussions irréversibles sur l'écosystème culturel français. Elles menacent directement la diversité de l'offre artistique, l'emploi dans le secteur, et l'accès à la culture pour des millions de citoyens.

Un écosystème mis en danger par l'instabilité

Les festivals sont devenus des acteurs territoriaux à part entière, engagés dans des missions éducatives, sociales, environnementales et économiques qui dépassent largement le seul temps de la manifestation. Les décisions tardives de réduction ou de suppression de financements ignorent trop souvent cette réalité, notamment celle des engagements déjà pris, entraînant des difficultés de trésorerie sans précédent.

Cette situation pose également la question de la prise en considération des équipes et de leur travail. Derrière chaque festival se trouvent des équipes permanentes, des artistes, des techniciens, des prestataires, des partenaires, des bénévoles ainsi que des années de travail. On ne peut pas appeler à la responsabilité des festivals tout en organisant une instabilité croissante de leur environnement.

Appel urgent au dialogue et à l'action

Au-delà d'une mise en danger financière, les diminutions actuelles obligent à interroger les décideurs publics dans un contexte où :

- Aucune évaluation publique ne démontre que l'utilité des festivals aurait diminué
- Aucune analyse ne permet de comprendre pourquoi certaines structures subissent des réductions massives, quand d'autres sont relativement épargnées
- Aucune vision d'ensemble ne permet plus d'identifier la place accordée aux festivals dans les politiques culturelles nationales et territoriales actuelles

Les festivals appellent à davantage de cohérence, de transparence et de visibilité dans les politiques culturelles publiques, ainsi qu'à un dialogue renouvelé entre l'État, les collectivités territoriales et les professionnels, pour que l'avenir des politiques publiques ne se limite pas à une gestion comptable de la pénurie.

Nous vous invitons à prendre la mesure de l'urgence et à engager sans délai un dialogue avec France Festivals et les acteurs du secteur pour éviter une crise durable de la création, de l'emploi culturel et de la diversité artistique dans nos territoires. Nous restons à votre disposition dès maintenant pour échanger sur ces enjeux, et vous invitons à débattre et à clarifier les orientations actuelles et futures des politiques culturelles nationales et territoriales à destination des festivals lors du SoFEST ! Forum France Festivals qui se tiendra les 29 et 30 septembre 2026 à la Maison de la Culture d'Amiens.

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, Mesdames et Messieurs, l'expression de nos salutations respectueuses.

Le Conseil d'administration et les adhérents de France Festivals

Annexe 1 – Résultats issus d’une enquête flash réalisée par France Festivals auprès de ses adhérents au mois de juin 2026. L’échantillon est composé d’une cinquantaine de festivals de musique et de spectacle vivant, de tailles très diverses, implantés sur l’ensemble du territoire national, aussi bien en milieu urbain que rural.

Notifications des soutiens publics 2026

À la date de l’enquête, près d’un festival sur deux n’avait toujours pas reçu de notification de la DRAC ou de son intercommunalité, plus d’un tiers était encore dans l’attente d’une notification de sa commune ou de sa ville, et près d’un tiers de celle de sa Région ou de son Département. Parmi ces festivals, certains ont déjà fini leurs éditions 2026 !

Diminutions des soutiens publics

Plus d’un festival sur deux signale une baisse des financements de l’État et un festival sur quatre cumule des diminutions provenant de plusieurs partenaires publics.

Ampleur des baisses DRAC

En moyenne, la baisse des soutiens de l’État atteint **-34%**

3% à 100%

de diminutions observées

413 750€

total cumulé des diminutions (panel de 21 festivals)

Les 21 festivals connaissant le montant exact de leur baisse font déjà apparaître 413 750 euros de diminutions cumulées de soutien au niveau DRAC. Il serait tentant d’en mesurer l’équivalent à l’échelle des quelque 800 festivals soutenus par l’État (cf. Bilan 2024 du soutien aux festivals dans le champ de la création publié par la DGCA).

Difficultés de trésorerie dues au retard ou absence de notifications, aux diminutions ou arrêts des soutiens publics :

53% Des répondants rencontrent des difficultés de trésorerie, parmi eux :



30%

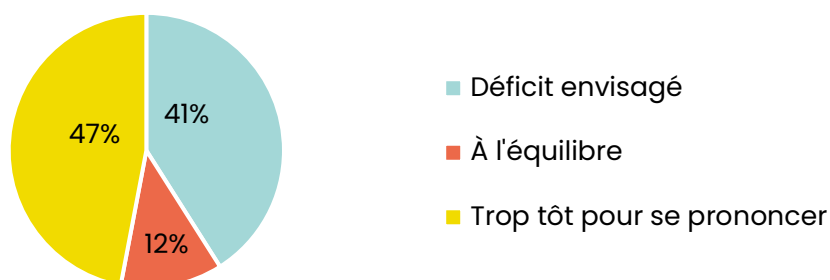
jugent ces difficultés
importantes



14%

jugent ces difficultés
critiques

Prévision de clôture budgétaire 2026



Seulement 12% des festivals envisagent un équilibre financier après leurs éditions 2026.

Situation économique actuelle

Près de neuf festivals sur dix considèrent leur situation économique comme sous tension, préoccupante ou critique.

Pérennité des structures

Les festivals ont qualifié la pérennité de leurs structures, au regard de la situation actuelle :



Ces résultats traduisent l'impact des décisions budgétaires de l'État et collectivités territoriales sur la durabilité de missions artistiques, culturelles et territoriales des festivals.

Conséquences

- Des réductions de programmation
- Des diminutions du nombre de représentations
- Des reports ou abandons de projets
- Des suppressions ou gels de postes
- Des réductions des actions culturelles et territoriales
- Des économies sur les moyens techniques et de production
- **La non-reconduction, à terme, du festival**

Les baisses ou arrêts des soutiens publics impactent directement les projets artistiques, l'emploi et les actions menées auprès des publics et des territoires.

Annexe 2 – Témoignages anonymisés des directrices et directeurs de festivals dans le cadre de l'enquête flash

« Difficultés à faire les avances à nos prestataires, inquiétudes sur le paiement des salaires et des cotisations sociales, obligation d'échelonner le paiement des cachets alors que les compagnies sont elles-mêmes en difficulté. »

« La nécessité de multiplier les recherches de financements, publics comme privés, doublée de l'alourdissement des démarches administratives, asphyxie notre minuscule équipe salariée et nous éloigne de notre cœur de métier. »

« Après 35 ans d'existence, la baisse des soutiens nous oblige à augmenter les prix, à prendre davantage de risques et à programmer avec une visibilité de plus en plus faible. »

« Pas de visibilité, retrait de l'État, plus de Fonpeps possible, réponse de la Région à 4 jours de l'ouverture du festival ... »

« Le festival ne va pas disparaître, mais sa forme actuelle, oui. Nous devons nécessairement réduire la voilure si nous voulons passer la vague. »

« Quid de l'utilité des CPO ? Une convention 2025-2027 a été mise en place, mais cette année une baisse de 10 000 € nous a finalement été annoncée. »

« Un mécène a annoncé son retrait en 2027. Si les financements publics se maintiennent, nos principaux sujets deviennent le mécénat et une billetterie devenue aléatoire, notamment avec les canicules. »

« Le festival se déroulant en mars, construire un budget reste toujours un pari risqué ; les prochaines éditions seront forcément marquées par une prudence extrême et une programmation réduite. »

« Le manque de moyens humains comme conséquence aux baisses du soutien public est devenu critique. »

« La pérennité du festival est assurée, mais ce sont les autres activités qui sont soumises à des incertitudes. Si les moyens venaient à se réduire encore, cela interrogerait l'essence même du projet culturel. »

« Manque de visibilité sur les soutiens à moyen terme ce qui ne permet pas d'anticiper les problèmes de trésorerie et manque de dialogue avec certaines institutions. »

« Si les moyens continuent à se réduire, ce n'est plus seulement l'activité qui est interrogée, mais le sens même du projet culturel. »

« Coupe dans le programme d'action culturelle, niveaux de cachets proposés pas à la hauteur, coupe dans le budget communication alors que c'est une édition anniversaire. »

« Les conditions de travail sont assez anxiogènes et les perspectives difficiles à envisager sereinement car on a l'impression d'avoir fait une très belle édition et que pour autant notre avenir est menacé mais aussi que notre utilité est sans cesse remise en question. »

« Nous fonctionnons avec très peu de subventions publiques, c'est plutôt la baisse du mécénat qui nous impacte. Notre deuxième plus gros mécène vient de nous annoncer une nouvelle baisse pour 2027 (-50% sur 2 éditions). »

« Pourtant, ce sont bien les collectivités publiques qui, dans le cadre de leur mission d'intérêt général, devraient garantir à chaque citoyen, où qu'il habite, un accès équitable à la culture. Il est essentiel de rappeler à l'État que la culture n'est pas un luxe, mais un droit. Elle constitue un investissement pour l'avenir, un outil de cohésion sociale et un facteur d'attractivité territoriale. »

« Gel ou suppression de recrutements : c'est cela le plus grave dans le cas de notre festival. Car le rôle structurant et impactant de notre festival en territoire rural nécessite des moyens humains dédiés au projet, à son développement, à sa production. »

« Une sensation d'épuisement face aux contraintes administratives de plus en plus lourdes et qui ne s'arrêtent jamais. La sensation d'une situation surréaliste : nous n'avons pas l'entièreté des soldes 2025, quasiment pas de versements pour 2026, alors que le festival a déjà eu lieu et nous commençons à monter des dossiers pour 2027. »

« Les fonctions supports étant déjà très difficiles à financer dans notre structure, toute baisse fragilise le festival dans sa mission de service public de la culture. En effet, il représente un outil efficace de diffusion sur un large territoire rural peu doté en équipement culturel. »

« Nous sommes contraints de procéder à une baisse du nombre de spectacles et du nombre de représentations par spectacle. Ce qui est délicat, c'est qu'à cette date cela n'est possible que pour les spectacles hors partenariats, qui sont souvent les spectacles les plus fragiles, pour lesquels nous prenons le plus de risques. »

« Notre déficit est encore rattrapable avec la billetterie, ce qui est une inconnue très inconfortable car une soirée avec de la pluie par exemple et tout le budget s'écroule. »

« L'inquiétude persiste par le manque d'information et le flou installé par la DRAC, elle-même impactée par la situation politique actuelle en grande tension. »

« Ce qui est le plus problématique c'est le sentiment de l'absence de ligne directrice concernant les trajectoires des politiques culturelles. La seule vision comptable, sans interroger le modèle global de la politique culturelle, génère une double inquiétude...se réinventer certes, mais pour quel modèle stabilisé en l'absence de visibilité sur les grandes orientations des politiques culturelles ? »